

# Le besoin de gouvernance des technologies de modification du climat

## C2G ET SON APPROCHE

**Le monde n'est pas bien parti pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ou 2°C, et les conséquences du dépassement de ces objectifs se font de plus en plus évidentes.** En 2018, [le GIEC](#) a averti qu'une élimination du dioxyde de carbone à grande échelle était désormais nécessaire dans tous les profils d'évolution pour maintenir le réchauffement climatique en dessous des 1,5°C et qu'un mélange d'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle était essentiel pour équilibrer les émissions restantes en 2050, c'est-à-dire pour atteindre le niveau de zéro émission nette et un niveau négatif net par la suite.

Scientifiques et entrepreneurs examinent une série de méthodes pour éliminer le CO<sub>2</sub>. Aucune approche unique ne suffira pour éliminer le carbone, et une gouvernance supplémentaire sera nécessaire compte tenu de la très grande ampleur et du rythme soutenu des éliminations requises. Certains scientifiques laissent entendre que des actions supplémentaires pourraient également être nécessaires, par le biais de la modification du rayonnement solaire, pour abaisser les températures en renvoyant la lumière du soleil dans l'espace.

Des choix difficiles se profilent. Les nouvelles technologies de modification du climat s'accompagnent toutes de risques et de contreparties différents, ainsi que d'avantages potentiels, mais de nombreux décideurs n'ont pas encore pris conscience de ces défis. L'absence de cadres de gouvernance internationale complets pour mettre en œuvre les mesures nécessaires d'élimination du dioxyde de carbone fait peser des risques de plus en plus sérieux sur le développement durable. L'absence de cadres de gouvernance pour faciliter les choix en matière de modification du rayonnement solaire présente un certain nombre de risques, notamment pour la paix et la sécurité mondiales.

## Qu'est-ce que C2G ?

[Carnegie Climate Governance Initiative \(C2G\)](#) est une petite initiative financée par des fondations, que l'on doit au [Carnegie Council for Ethics in International Affairs](#). Elle cherche à accélérer la création de cadres de gouvernance pour les technologies émergentes de modification du climat : en particulier, pour la modification du rayonnement solaire et l'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle.

L'équipe de direction de C2G a à son actif des décennies d'expérience dans les plus hautes sphères de la diplomatie internationale en matière de changement climatique et de développement durable et entretient d'excellentes relations avec les principaux décideurs des gouvernements, des organisations intergouvernementales et de la société civile.

### Deux familles de nouvelles technologies de modification du climat

**L'élimination du dioxyde de carbone (EDC) à grande échelle** vise à éliminer et à stocker durablement de très grandes quantités de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère. Elle s'attaque à la principale cause du changement climatique et entre dans le cadre de l'atténuation. Les approches se divisent en deux grandes catégories - basées sur la nature et sur la technologie - qui diffèrent sensiblement, notamment pour ce qui est de leurs besoins de gouvernance.

**La modification du rayonnement solaire (MRS)** vise à réduire les températures en réfléchissant plus de lumière solaire dans l'espace ou en laissant échapper davantage de rayonnement infrarouge. Cela concerne essentiellement un symptôme du changement climatique, plutôt que la cause. Les approches présentent de très grandes différences. L'injection d'aérosols dans la stratosphère, en particulier, aurait des répercussions à l'échelle planétaire, et implique des risques potentiellement élevés qui demandent une gouvernance attentive.

C2G est impartiale en ce qui a trait à la recherche, aux essais ou à l'utilisation potentielle des nouvelles technologies de modification du climat. Ce sont des choix que la société doit faire. C2G travaille avec des acteurs influents dans tous les secteurs de la société pour soulever des questions essentielles sur les possibilités et la manière d'utiliser et de régir ces technologies.

La mission de C2G est guidée par le principe de précaution et est conforme à la mise en œuvre des accords multilatéraux actuels. Elle ne reproduit pas le travail des Nations unies, des institutions de recherche, des organismes de normalisation ou des initiatives du secteur privé.

C2G est une initiative à durée limitée. Sa mission aura été accomplie une fois que la gouvernance des nouvelles technologies de modification du climat aura été prise en compte par les gouvernements, les organismes intergouvernementaux et la société dans son ensemble. C2G veillera à ce que ses activités soient intégrées dans les organismes appropriés des Nations Unies ou d'autres organismes et que tous ceux-ci relaient fermement son message. Elle cessera alors ses activités, vraisemblablement en 2023 ou en 2024.

## Qu'est-ce que la gouvernance ?

C2G considère que la gouvernance va bien au-delà des lois, des règles et des réglementations. Il s'agit d'un amalgame de processus multiples, souvent très distincts, certains étant officiels, d'autres moins, impliquant tous les secteurs de la société. Bien que les définitions varient, C2G s'inspire du GIEC, qui décrit la gouvernance comme un « concept large et inclusif de l'ensemble des moyens nécessaires pour la détermination, la gestion, la mise en œuvre et la surveillance des politiques et des mesures ».

Il n'incombe pas à C2G de définir l'issue de ces discussions ou d'apporter des réponses. Son rôle consiste à sensibiliser aux questions cruciales qui étayent ces discussions afin que les décisions de gouvernance soient inclusives et bien éclairées.

### Trois grandes questions sur la gouvernance des technologies de modification du climat

#### 1. Sur quelle base le monde décide-t-il ?

Les décisions de bonne gouvernance exigent une compréhension partagée des problèmes, notamment des préoccupations scientifiques, politiques, éthiques et intergénérationnelles. Il faut beaucoup plus de formation et d'apprentissage pour soutenir une approche de précaution et de gestion des risques, dans laquelle les risques, les inconnues et les possibles avantages de ces technologies - et leur répercussion sur le développement durable - sont considérés à l'aune des dangers du réchauffement planétaire.

#### 2. Qui décide, quand et où ?

Nous partageons tous un même climat, mais aucun processus n'est primordial ou suffisant pour régir ces puissantes technologies de modification du climat. Tous les secteurs de la société doivent être impliqués, car tous seront affectés par l'utilisation potentielle des dites technologies. Pour améliorer la gouvernance existante, l'injection d'aérosols dans la stratosphère, qui est mondiale par essence, doit être débattue par tous les pays dans le cadre du forum le plus universel au monde : l'Assemblée générale des Nations unies.

#### 3. Comment les décisions sont-elles mises en œuvre ?

Si des décisions sont prises pour aller de l'avant, un déploiement sûr demandera probablement une gouvernance internationale. Des processus internationaux sont nécessaires pour traiter les questions de permanence, transparence, responsabilité et équité entre les « gagnants » et les « perdants », ainsi que le libre accès à l'information et les mesures de protection de la santé et de la sécurité publiques.

# La stratégie de C2G

L'objectif primordial de C2G, qui est aussi le critère à l'aune duquel sa réussite globale sera mesurée, est d'inscrire la gouvernance des nouvelles technologies de modification du climat à l'ordre du jour des principaux processus intergouvernementaux et de la société civile. Son approche se veut accélératrice et inclusive : une fois que ces questions auront été prises en compte par les principaux acteurs, C2G se retirera et laissera ces acteurs prendre le devant de la scène. C2G ne prône pas de solutions spécifiques.

C2G adopte une approche en trois étapes pour mettre en œuvre sa stratégie :

## Étapes visant à inciter d'autres acteurs à aborder la gouvernance des technologies de modification du climat

- 1. Sensibiliser et inspirer** les décideurs politiques et leurs conseillers, ainsi que d'autres acteurs clés de la société, en multipliant les discussions pour en savoir plus sur ces technologies et sur les raisons pour lesquelles elles doivent être régies ;
- 2. Convoquer et collaborer** avec une gamme hétérogène d'acteurs pour élaborer une compréhension commune des besoins de gouvernance, basée sur des informations impartiales qui reposent sur des preuves ;
- 3. Inciter à l'action** au sein des Nations Unies et d'autres processus intergouvernementaux pertinents et encourager les gouvernements à combler les lacunes critiques en matière de gouvernance..

## Calendrier et principaux publics

C2G va continuer à soulever ces questions auprès des principaux groupes d'intérêt et à les inciter à envisager de les inscrire à l'ordre du jour international d'ici 2022/2023 :

- 1. Organismes intergouvernementaux** : une liste susceptible d'évoluer, comprenant actuellement le Bureau du Secrétaire général des Nations Unies, l'ANUE, la CCNUCC, la CDB, le GIEC, l'OMM, le Commonwealth, le G20, le Conseil de l'Arctique, l'Union africaine et sa Commission, l'UE et sa Commission, les commissions régionales des Nations Unies, l'UICN ;
- 2. Gouvernements nationaux** : les décideurs et leurs conseillers occupant des postes clés au sein du gouvernement ;
- 3. Acteurs non gouvernementaux** : organisations de la société civile, groupes confessionnels, groupes de réflexion, organisations humanitaires, acteurs infranationaux, jeunes et secteur privé ;
- 4. Personnes influentes** : du monde de la politique internationale, des universités et des médias.

### 2019 : Sensibiliser et éduquer

- La résolution de l'UNEA attire l'attention.
- Augmenter la sensibilité régionale.
- Élaborer une série de matériel pédagogique.

### 2020 : Intensifier la sensibilisation et la collaboration

- La gouvernance de l'EDC est de plus en plus prise en compte par la CCNUCC.
- Les processus de la CCNUCC et de la CDB se rejoignent.
- Renforcer les échanges d'information et l'apprentissage.

### 2022 : Prise de décisions internationales

- L'AR6 du GIEC sera publié au 2e trimestre.
- L'AGNU prend en compte la gouvernance de la modification du rayonnement solaire

### 2021 : mobiliser et convoquer

- Réunion mondiale pour mobiliser l'élan en faveur d'une discussion de l'AGNU sur la modification du rayonnement solaire, incluant les gouvernements, l'ONU et les OSC.

# Contribution de C2G à l'accélération de la gouvernance

## 2017 :

- Lancement d'une grande campagne mondiale de sensibilisation auprès des gouvernements, des acteurs non-gouvernementaux et des secrétariats d'organismes intergouvernementaux ; identification des priorités en matière de gouvernance, notamment les préoccupations d'ordre éthique, social et intergénérationnel.
- Création d'un [group consultatif](#) composé d'experts, très respectés en matière de climat et de gouvernance et venant du monde entier.

## 2018 :

- Participation à des dizaines de réunions d'information, de discussions et de rencontres internationales. [Élaboration de documents informatifs](#) soulignant les lacunes en matière de gouvernance, notamment en ce qui a trait au développement durable.
- L'initiative a incité le bureau du gouverneur de Californie à organiser la première réunion sur la gouvernance de la recherche sur la modification du rayonnement solaire.
- Renforcement de la campagne de sensibilisation directe auprès des gouvernements, des secrétariats intergouvernementaux et des organisations de la société civile (OSC).
- Participation à des activités avec la CDB et l'ANUE.

## 2019:

- Suite au travail de catalyseur de C2G, la Suisse a proposé à l'ANUE une résolution sur la gouvernance de la géo-ingénierie.
- L'initiative a informé le bureau du Secrétaire général des Nations Unies sur le besoin de gouvernance des nouvelles technologies de modification du climat.
- L'initiative a changé de nom en supprimant le mot « geoengineering » [comme il est expliqué ici](#).
- Lancement de travaux dans l'Arctique et dans des régions de haute montagne (par exemple l'Himalaya).
- Stimulation de l'apprentissage en organisant une conférence en Afrique pour les OSC. L'initiative a mené des actions pédagogiques dans le cadre d'événements régionaux des Nations Unies sur le climat et le développement durable en Afrique, dans la région Asie-Pacifique et en Amérique latine.
- Elle a élaboré d'autres [documents informatifs](#) en plusieurs langues, contenant notamment des données probantes et des notes d'information sur les thèmes politiques émergents.

## Les grandes lignes à suivre pour 2020-2022

### Gouvernance de l'élimination du dioxyde de carbone

- **Travailler avec les gouvernements et les inciter à combler les lacunes dans la gouvernance de l'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle dans le cadre du processus de la CCNUCC.**
- **S'engager auprès des acteurs concernés pour relier l'élimination du dioxyde de carbone au programme de développement durable dans son ensemble, en particulier la biodiversité, y compris par le biais de « solutions basées sur la nature ».** En s'appuyant sur les travaux entrepris dans le cadre de la CDB et de l'ANUE, C2G s'engagera auprès des gouvernements en vue de la Conférence des Parties qui aura lieu dans le cadre de la CDB en 2020.
- Continuer à encourager et à soutenir les gouvernements, le secteur privé et les OSC pour créer un **forum permettant d'échanger des expériences pratiques sur la mise en œuvre (ou sur la recherche de mise en œuvre) des activités d'élimination du dioxyde de carbone**, et pour faire avancer des idées concrètes sur la gouvernance des risques, des coûts et des incitations nécessaires au passage à l'échelle mondiale.
- **Conclure les travaux de C2G sur la gouvernance de l'élimination du dioxyde de carbone** une fois que la CCNUCC aura commencé à combler les lacunes en termes de gouvernance.

## Gouvernance de la modification du rayonnement solaire

- **Inciter la tenue de discussions mondiales sur le besoin d'une gouvernance complète de la modification du rayonnement solaire, en particulier pour les mesures à risques potentiellement très élevés telles que l'injection d'aérosols dans la stratosphère.** C2G prévoit une pression politique croissante pour débattre de ces technologies, en raison de leur possible répercussion rapide au niveau mondial ainsi que des risques potentiels qu'elles présentent à l'échelle mondiale, notamment pour la paix et la sécurité.
- **Élargir le travail diplomatique et pédagogique avec les gouvernements et les organismes intergouvernementaux.** C2G produira des rapports sur les défis que soulèvent la recherche, les essais et le déploiement potentiel (ou l'absence de ce dernier) de ces technologies. Cela inclut les conséquences de l'utilisation non contrôlée sur la sécurité internationale et la manière dont la gouvernance multilatérale pourrait répondre à ces risques.
- **Susciter l'engagement des acteurs des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays vulnérables au climat,** qui seraient probablement les plus touchés par l'utilisation (ou la non-utilisation) de ces technologies. Il est donc primordial de sensibiliser et d'impliquer davantage les populations de ces pays dans les discussions sur la gouvernance internationale.
- **Inciter la tenue de discussions dans les instances de prise de décision régionales et autres.** C2G travaillera avec les organismes des Nations Unies et les organismes régionaux, notamment les groupes ou réseaux scientifiques œuvrant dans l'Arctique, dans les régions de haute montagne et dans d'autres régions où la recherche sur la modification du rayonnement solaire fait l'objet de débats.
- **Encourager les réseaux de jeunes sur le climat** pour qu'ils entament des discussions sur la gouvernance de la modification du rayonnement solaire. L'utilisation (ou la non-utilisation) de ces technologies aurait de graves conséquences intergénérationnelles. Il est donc primordial de former les jeunes et de les faire participer aux discussions sur la gouvernance de ces technologies de modification du climat.
- **Encourager les réseaux de jeunes sur le climat** pour qu'ils entament des discussions sur la gouvernance de la modification du rayonnement solaire. L'utilisation (ou la non-utilisation) de ces technologies aurait de graves conséquences intergénérationnelles. Il est donc primordial de former les jeunes et de les faire participer aux discussions sur la gouvernance de ces technologies de modification du climat.
- **Susciter, en s'engageant directement auprès des gouvernements et des autres acteurs concernés, la capacité de la communauté internationale à prendre en compte, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2022, les conclusions sur la gouvernance de la modification du rayonnement solaire qui seront communiquées dans le 6e rapport d'évaluation (AR6) du GIEC.**

